

Bulletin GSI de novembre

Rapport de suivi des progrès de l'ODD7

Sibi bonfils, GSI

1. Introduction

L'Objectif de Développement Durable numéro 7, l'ODD7, est celui des 17 objectifs globaux de l'agenda 2030 dédié à l'énergie. Il vise à « *garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable* »

L'ODD7 fait l'objet, depuis 2018, d'un rapport annuel produit par 5 éminentes agences depositaires chargées de suivre les progrès réalisés dans sa mise en œuvre, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce numéro du Bulletin porte sur l'édition 2023 de ce rapport, intitulé ***Tracking SDG 7: The Energy Progress Report 2023¹, (Suivi de l'ODD : Rapport 2023 sur les progrès réalisés)***. Il rappelle l'objet et les objectifs puis fait un bref retour sur l'ODD7, sa raison d'être, les enjeux et les défis qu'il porte, avant de donner un aperçu illustré des progrès réalisés et des lacunes observées dans sa mise en œuvre, tel qu'ils ressortent du rapport de suivi

2. Objet et objectifs du Rapport de suivi de l'ODD7

A son lancement en 2018, le *Rapport de suivi de l'ODD7* était présenté comme le fruit de l'effort conjoint de 5 agences désignées par les Nations Unies (ONU) comme agences de depositaires mondiales pour l'ODD7, l'AIE, l'IRENA, l'UNSD, la Banque Mondiale et l'OMS. Ces agences sont chargées à ce titre, de collecter pays par pays l'information utile pour renseigner les indicateurs globaux de l'ODD7 et rendre compte de leur évolution. Pour les auteurs, « *ce rapport de suivi conjoint fournit l'aperçu le plus complet disponible sur les progrès réalisés dans le monde vers les objectifs énergétiques globaux en matière d'accès à l'électricité, de cuisson propre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique²* »

L'édition 2023 du rapport présentée comme la *référence mondiale en matière d'informations sur la réalisation de l'ODD 7* s'inscrit dans la même perspective. Elle s'est cependant enrichie d'informations de première main sur la coopération internationale et sur les politiques concernant les domaines et actions prioritaires nécessaires pour stimuler de nouveaux progrès vers l'atteinte de l'ODD 7 et des ODD connexes.

Elle s'est aussi enrichie, depuis la 2^e édition, d'un tableau de bord qui donne à la communauté internationale une vue d'ensemble illustrée et synthétique des évolutions observées à l'échelle mondiale des Cibles de l'ODD7.

3. L'ODD 7

L'ODD7 est celui des 17 ODD de l'Agenda 2030 dédié à l'énergie. C'est ce qui ressort clairement de sa formulation « *garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et*

¹ IEA-IRENA-UNSD-WB-WHO, Tracking SDG7, The Energy Progress Report 2023, June 2023, <https://www.iea.org/reports/tracking-sdg7-the-energy-progress-report-2023>

² IEA-IRENA-UNSD-WB-WHO, Tracking SDG7, The Energy Progress Report 2018, May 2018 <https://www.irena.org/publications/2018/May/Tracking-SDG7-The-Energy-Progress-Report>

modernes, à un coût abordable » et de celles de ses cibles. L'Agenda 2030 est ainsi l'un des premiers grands agendas mondiaux à donner une place à part entière à l'énergie

Dans l'Agenda 21, le programme d'action pour réaliser le développement durable au 21^e Siècle, adopté au sommet de la Terre (Rio, 1992), il n'y a pas de chapitre énergie sur les 40 qu'il compte, alors que l'eau, l'agriculture, les sols ou les technologies ont le leur propre³. Dans les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et leurs 20 cibles, l'énergie n'est pas une préoccupation explicite malgré ses multiples liens avec ces objectifs.

Le Plan d'action adopté par le Sommet Mondial pour le Développement durable **de Johannesburg** (JPOI, 2002)⁴ fait davantage de place à l'énergie, même s'il ne comporte pas de chapitre spécifique la concernant. Il fait de l'accès aux services énergétiques modernes un moyen privilégié de lutte contre la pauvreté (« *l'accès à l'énergie facilite l'élimination de la pauvreté, en permettant la production d'autres services importants* »), de promotion de modes de consommation et de production durables et de réalisation du développement durable.

L'avenir que nous voulons⁵, la Déclaration adoptée par les Chefs d'État et de gouvernement au Sommet Rio+20 (2012), s'est inscrit dans la même perspective quand il a lancé le processus de concertation mondiale qui a abouti à l'adoption de l'Agenda 2030 pour le Développement durable et de ses objectifs globaux, les 17 ODD.

L'ODD7 traduit en actions à conduire et cibles à atteindre, les orientations données dans le chapitre de cette Déclaration consacrée à l'énergie. Il y est explicitement question de « *l'accès de tous aux services énergétiques modernes, ... de l'utilisation accrue de sources d'énergie renouvelables et d'autres technologies à faible émission de carbone, et de l'utilisation plus rationnelle de l'énergie* ».

L'ODD7 apparaît ainsi comme un cadre de référence, une sorte de cahier de charge à l'usage des professionnels du secteur, définissant le système énergétique idoine pour accompagner le processus de transformation du monde proposé par l'Agenda 2030.

Le Schéma ci-dessous donne une vue d'ensemble de la structure de l'ODD7, ressortant son Logo; ses formulations, brève en forme de slogan, et complète; ses trois cibles opérationnelles et leurs indicateurs respectifs; ses deux cibles dédiées aux moyens de mise en œuvre et leurs indicateurs respectifs.






³ Sibi Bonfils, *L'énergie aura son ODD*, Liaison Énergie Francophonie, 2015,

<https://www.ifdd.francophonie.org/publications/liaison-energie-francophonie-numero-100-2eme-trimestre-2015/>

⁴ United Nations, World Summit on Sustainable Development, 2002,

<https://www.un.org/en/conferences/environment/johannesburg2002>

⁵ Nations Unies, *L'avenir que nous voulons*, septembre 2012, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/476/11/PDF/N1147611.pdf?OpenElement>

LOGO/SLOGAN	FORMULATION	GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE	INDICATEURS
			
	CIBLES OPÉRATIONNELLES 	7.1. D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable 7.2. D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial 7.3. D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique	7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité 7.1.2 Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres 7.2.1 Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie 7.3.1 Intensité énergétique [rapport entre énergie primaire et produit intérieur brut (PIB)]
	CIBLES MOYENS DE MISE EN ŒUVRE 	7.a. D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès à la recherche et aux technologies relatives à l'énergie propre, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies relatives aux combustibles fossiles propres, et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies relatives à l'énergie propre 7.b. D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent	7.a.1 Flux financiers internationaux à destination des pays en développement à l'appui de la recherche-développement dans le domaine des énergies propres et de la production d'énergie renouvelable, notamment au moyen de systèmes hybrides 7.b.1 Puissance installée du parc d'énergie renouvelable dans les pays en développement (en watts par habitant)





Dans le monde transformé par l'Agenda 2030, l'accès de tous à des services énergétiques modernes est un impératif. La sobriété et l'efficacité énergétiques, les énergies propres et renouvelables sont la norme pour tous les usages. Tous les acteurs et les partenaires au développement sont appelés à collaborer et coopérer dans ces différentes perspectives, pour que les systèmes énergétiques aux différentes échelles respectent le cadre d'action, de reddition de compte et de redevabilité ainsi défini.

Les enjeux ici sont d'importance. Ils concernent entre autres la santé et le bien-être des populations, leur protection contre les risques environnementaux, notamment ceux de changement climatique ou de santé respiratoire. « *La réalisation de cet objectif [ODD7] aura un impact profond sur la santé et le bien-être des populations, en contribuant à les protéger contre les risques environnementaux et sociaux tels que la pollution atmosphérique et en élargissant l'accès aux soins et aux services de santé primaires* », indique le communiqué de presse publié lors du lancement du rapport **Tracking SDG 7: The Energy Progress Report 2023**

Ce rapport assure un suivi annuel de l'évolution des indicateurs de l'ODD7. Il mesure ainsi le chemin parcouru sur la voie de la transformation souhaitée en ce qui concerne l'énergie, et détermine les pistes de progrès permettant de tenir le cap et le rythme idoines. Les indicateurs retenus concernent i) l'accès à l'électricité, ii) l'accès à la cuisson propre, iii) la part des énergies renouvelables dans les mix énergétiques, iv) l'intensité énergétique, laquelle mesure la quantité d'énergie utilisée pour produire une unité de produit intérieur brut (PIB), et v) les flux financiers internationaux vers les pays en développement, en faveur de l'énergie propre. Ces indicateurs sont renseignés pays par pays et à l'échelle mondiale.

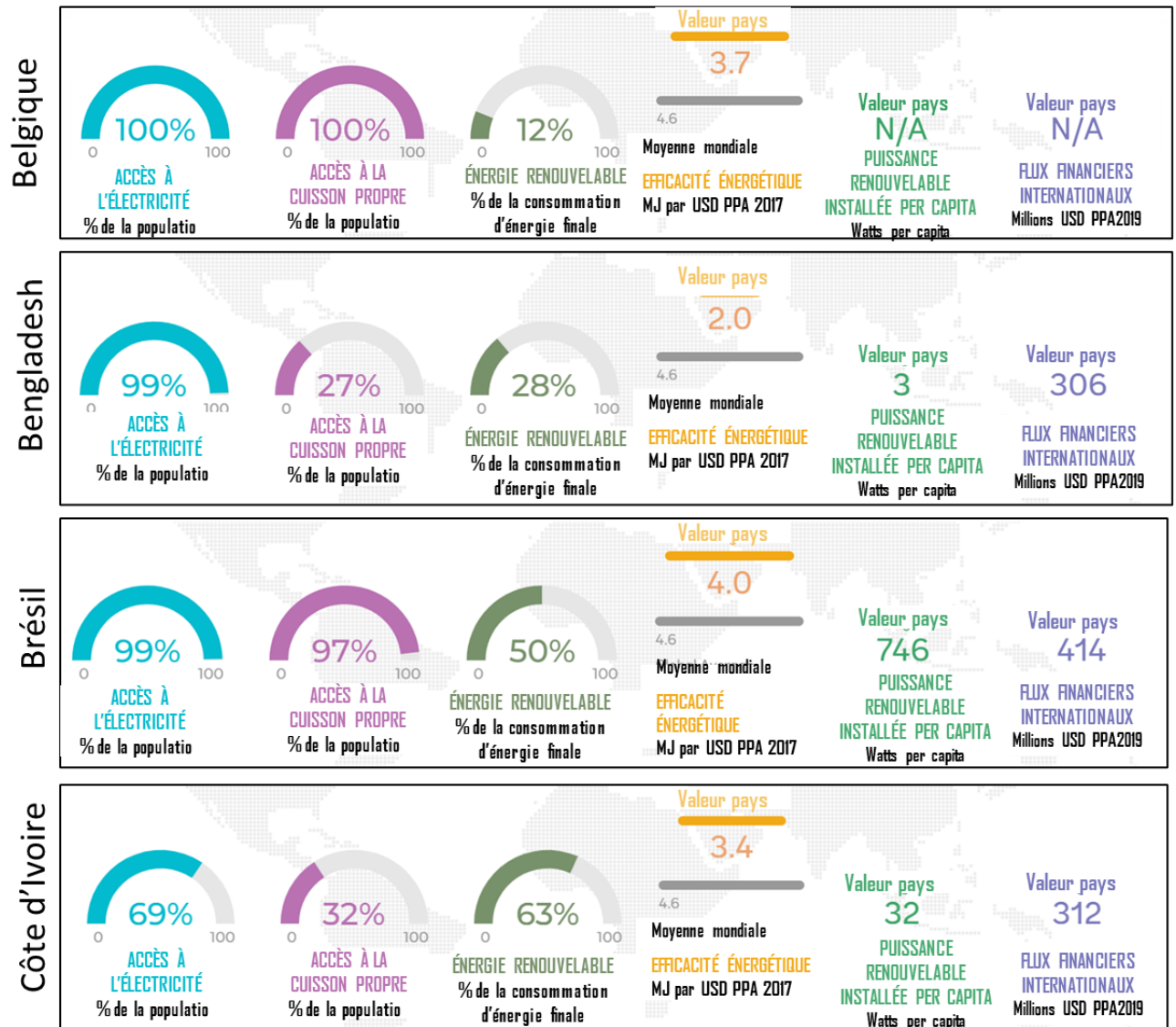
4. Les principaux résultats du rapport de suivi

Le tableau de bord ci-dessous qui fournit à la communauté internationale une vue d'ensemble illustrée et synthétique de l'évolution des cibles de l'ODD7 à l'échelle mondiale entre 2010 et aujourd'hui, est l'un de ses résultats.

INDICAREUR	2010	L'ANNÉE LA PLUS RÉCENTE
 <p>7.1.1 Proportion de la population avec accès à l'électricité</p>	<p>1,1 Milliards personnes sans accès à l'électricité</p>	<p>675 millions personnes sans accès à l'électricité (2021)</p>
 <p>7.1.2 Proportion de la population dépendant principalement de combustibles et de technologies propres pour la cuisson</p>	<p>2,9 Milliards personnes sans accès à la cuisson propre</p>	<p>2,3 Milliards personnes sans accès à la cuisson propre (2021)</p>
 <p>7.2.1 Part des énergies renouvelables dans la consommation finale totale d'énergie</p>	<p>16% part de la consommation finale totale d'énergie provenant des énergies renouvelables</p>	<p>19,1% part de la consommation finale totale d'énergie provenant des énergies renouvelables (2020)</p>
 <p>7.3.1 Intensité énergétique mesurée comme le rapport de l'énergie primaire sur le PIB</p>	<p>5,53 MJ/USD intensité en énergie primaire</p>	<p>4,63 MJ/USD Intensité en énergie (2020)</p>
 <p>7.a.1 Flux financiers internationaux vers les pays en développement pour appuyer i) la recherche et le développement sur les énergies propres et ii) la production d'énergies renouvelables, y compris dans les systèmes hybrides</p>	<p>11,9 USD Milliards flux financiers internationaux vers les pays en développement à l'appui de l'énergie propre</p>	<p>10,8 USD Milliards flux financiers internationaux vers les pays en développement à l'appui de l'énergie propre (2021)</p>

Ce portrait global montre des tendances positives sur la dernière décennie, en ce qui concerne i) l'accès à l'électricité et à la cuisson propre, ii) la part des renouvelables dans la consommation d'énergie et iii) l'intensité énergétique. Il cache cependant, comme cela ressort de l'analyse fine de chacun de ces facteurs proposée plus loin, le retard considérable accumulé dans l'atteinte des jalons fixés pour 2030. Les flux financiers vers les pays en développement (PED) en faveur des renouvelables qui ont connu une baisse confirmant, selon le rapport, la tendance baissière observée depuis le pic de USD 26,4 milliards en 2017, ne font guère illusion quant aux chances d'approcher le jalon les concernant.

Un autre tableau de bord d'intérêt donne, pour chaque pays et pour chacun de ces facteurs, les taux de réalisation actuels. Le graphique ci-dessous en propose un aperçu.



Il montre l'énorme disparité entre pays en ce qui concerne par exemple le taux d'accès à l'électricité et à la cuisson propre, ou les flux financiers en faveur des renouvelables, ce qui ne ressortait pas du tout du portrait global.

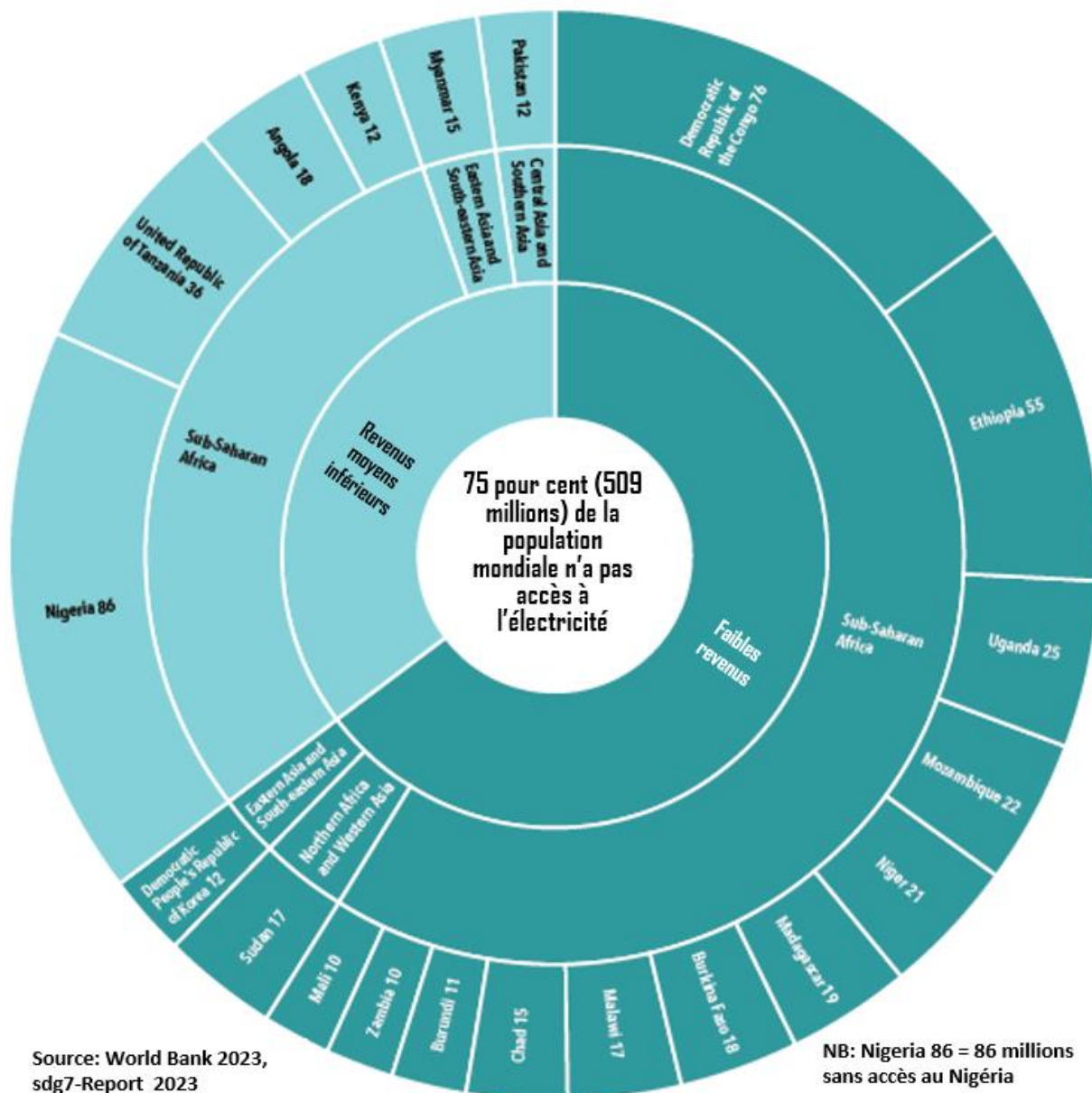
Le rapport propose, comme indiqué plus haut, une analyse fine de chacun des facteurs permettant de suivre l'évolution de la mise en œuvre de l'ODD7. Voici un aperçu de cette analyse.

4.1 Accès à l'électricité

À l'échelle mondiale, *l'accès à l'électricité* a augmenté en moyenne de 0,7 point de pourcentage chaque année entre 2010 et 2021 selon le rapport. Le taux d'accès est ainsi passé de 84% de la population mondiale à 91%, augmentant de plus d'un milliard le nombre de personnes disposant d'un raccordement électrique. Le nombre de personnes sans électricité a diminué presque de moitié sur cette période, passant de 1,1 milliard à 675 millions. Ces chiffres cachent cependant plusieurs réalités dont les deux suivantes :

- On est loin du compte en ce qui concerne l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Le rythme de croissance du taux d'accès à l'électricité devrait doubler, notamment dans les régions pauvres et isolées des réseaux, si l'on veut combler les écarts. Autrement, près de 660 millions de personnes, principalement en Afrique subsaharienne, ne seront toujours pas desservies en 2030, indique le rapport.
- La disparité est énorme entre régions en ce qui concerne les niveaux actuels d'accès et leur taux d'évolution. La majeure partie du déclin de la population non desservie s'est produite en Asie, précise le rapport. Le nombre de personnes sans accès a ainsi chuté en Asie centrale et du Sud, passant de 414 millions en 2010 à 24 millions en 2021, alors qu'il est resté stable en Afrique subsaharienne. Cette dernière Région est justement celle qui regroupe la plupart des 20 pays présentant les plus grands déficits d'accès en 2021 et regroupant 75 % des populations qui n'ont pas accès à l'électricité

Les 20 pays avec les plus grands déficits d'accès en 2021 par région et niveaux de revenus



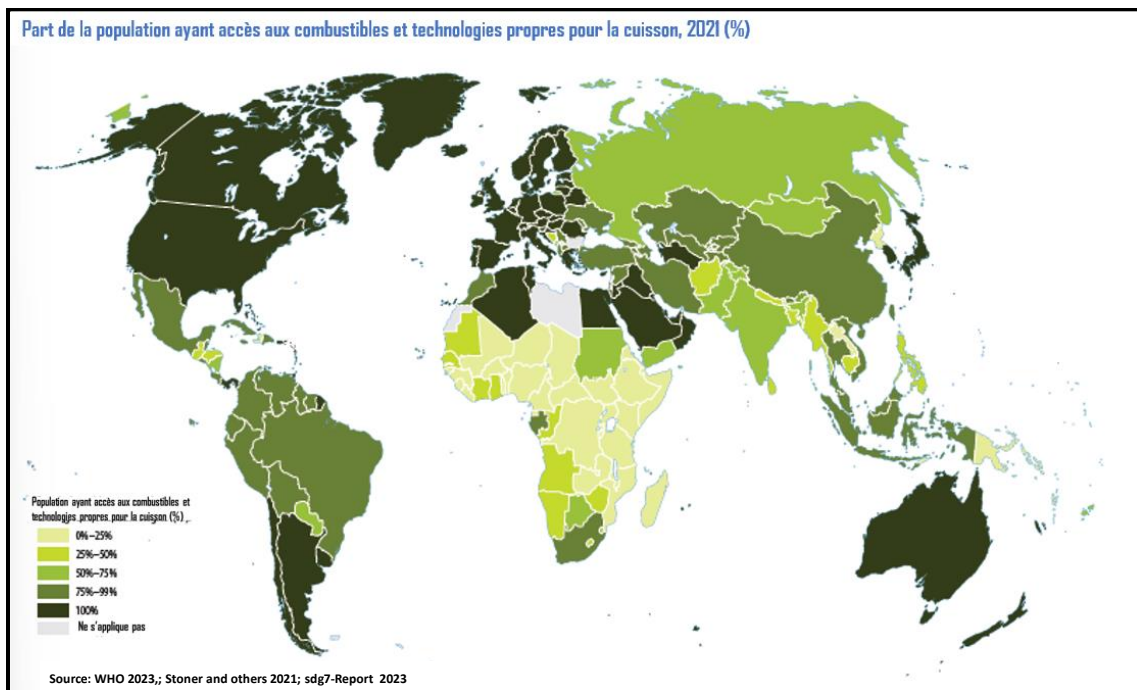
Source: World Bank 2023, sdg7-Report 2023

L'un des messages clés des Agences dépositaires est que « *les politiques d'accès à l'énergie devraient faire montre d'un engagement politique fort et maximiser les bénéfices socio-économiques, en gardant à l'avant-plan les plus démunis dans les efforts visant à combler les écarts* »

4.2 Accès aux combustibles et aux technologies propres pour la cuisson

A l'échelle mondiale, le nombre de personnes ayant accès à la cuisson propre a connu une croissance soutenue au cours des dernières décennies, indique le rapport qui précise que le nombre de celles qui n'y ont pas accès n'a commencé à baisser de façon substantielle qu'en 2010, passant du sommet historique de 3 milliards cette année-là, à 2,3 milliards en 2021. Ici aussi, ces chiffres gomment des réalités qu'il importe de souligner afin de situer concrètement les lieux et les niveaux des efforts qui doivent être faits pour combler les écarts. En voici quelques-unes :

- Le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser l'objectif d'accès universel à la cuisson propre en 2030, nous dit le rapport. Au rythme actuel et sans actions politiques immédiates et soutenues, on se retrouvera en 2030 avec 1,9 milliards de personnes utilisant encore, pour la cuisson, des combustibles polluants et des foyers inefficaces, lesquels sont non seulement nuisibles pour l'environnement, mais entravent le développement socio-économique. Leur impact sur la santé humaine, notamment pour les femmes et les enfants, est aujourd'hui sans équivoque, selon l'OMS qui leur impute 3,2 millions de décès par an.
- La majorité des personnes sans accès à la cuisson propre en 2030 (presque 60% du total) se retrouvera en Afrique subsaharienne, note le rapport, indiquant de ce fait que les disparités observées aujourd'hui entre régions, en termes de niveaux d'accès et de taux d'évolution, vont continuer à se renforcer. C'est en effet en Asie centrale et du Sud, notamment dans les pays densément peuplés comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie ou le Pakistan, que le déficit d'accès a connu les plus fortes baisses sur la dernière décennie, alors qu'il a fortement augmenté en Afrique subsaharienne.

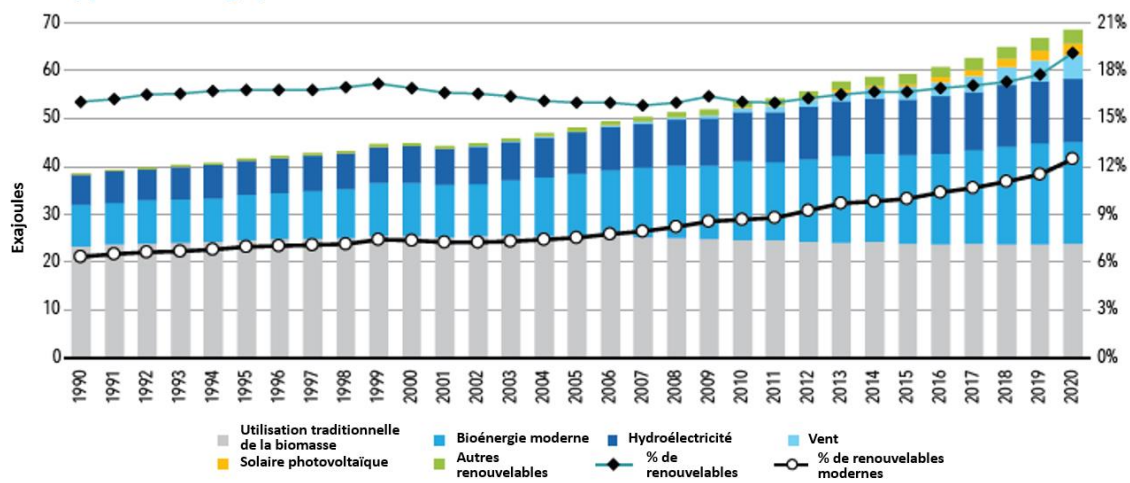


L'un des messages clés des agences depositaires est le suivant : « *L'intégration de la cuisson propre dans une planification énergétique plus large, l'amélioration de l'accessibilité financière et la mise en place de meilleurs mécanismes de diffusion sont quelques-uns des principaux leviers politiques pour promouvoir une cuisson propre. Si ces efforts sont associés à un financement durable à des niveaux adéquats, le monde peut se remettre sur la bonne voie pour faire de la cuisson propre une réalité pour tous.* »

4.3 Énergie renouvelable

Un déploiement plus rapide des énergies renouvelables dans la production d'électricité et de chaleur, et dans le transport, est le meilleur moyen pour réaliser à temps l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne, et donc l'ODD7. La croissance de la part de ces énergies dans la consommation totale d'énergie finale (TFEC-Total Final Energy Consumption) a été lente sur les 3 dernières, malgré la légère hausse observée pendant la pandémie de Covid19 suite à la baisse de la TFEC. Ces énergies ne représentaient en 2020 que 19,1% (12,5 hors utilisation traditionnelle de la biomasse) de la TFEC, une part à peine plus élevée que les 16% de la décennie précédente.

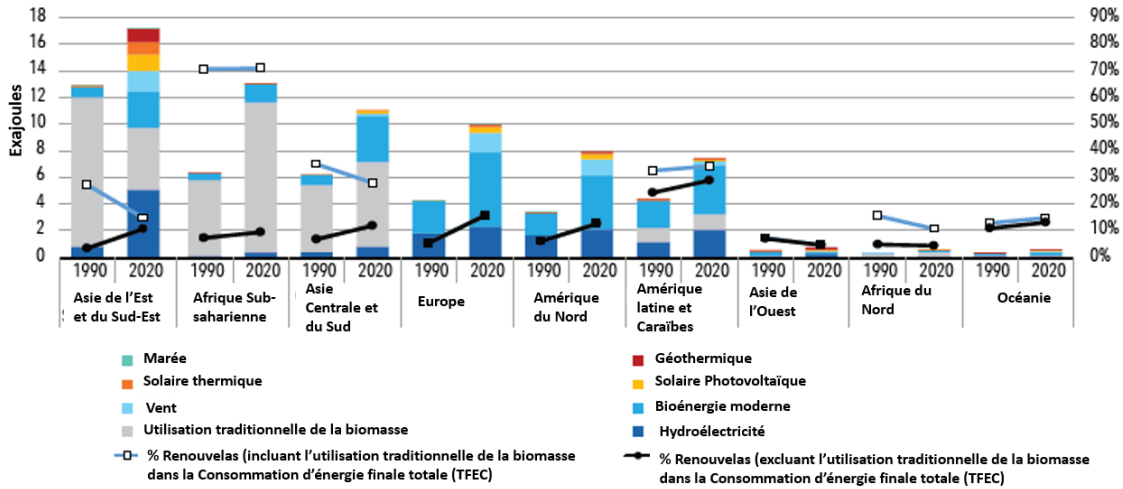
Consommation d'énergie renouvelable et part dans la consommation finale totale, par technologie, 1990-2020



Source: IEA (2022c), UNSD (2022), sdg7-Report2023

- Ce qui apparaît très clairement, c'est que le rythme d'évolution de la part des renouvelables dans le mix énergétique mondial n'est en conformité ni avec l'ambition de l'ODD7 ni avec les objectifs climatiques convenus à l'échelle internationale. « *Si le monde veut être sur la bonne voie pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à moins de 1,5°C tout au long du siècle, la part des énergies renouvelables [dans la TFEC] doit atteindre 33 à 38 pour cent d'ici 2030 (dans le secteur de l'électricité, les énergies renouvelables devraient représenter 60 à 65 de la production)* », rappelle le rapport.
- Les disparités sectorielles et surtout régionales sont importantes en ce qui concerne la part des renouvelables dans les mix énergétiques régionaux et leur croissance. La moitié de cette croissance est due à l'Asie de l'Est, indique le rapport. L'Europe et l'Amérique latine y ont notablement contribué. Sur le front de l'utilisation traditionnelle de la biomasse, les baisses soutenues observées en Asie de l'Est et du Sud-Est ont été compensées par la croissance de la consommation en Afrique Sub-saharienne, en partie du fait de la croissance de sa population.

Consommation d'énergie renouvelable et part dans la consommation finale totale, par Région, 1990 et 2020

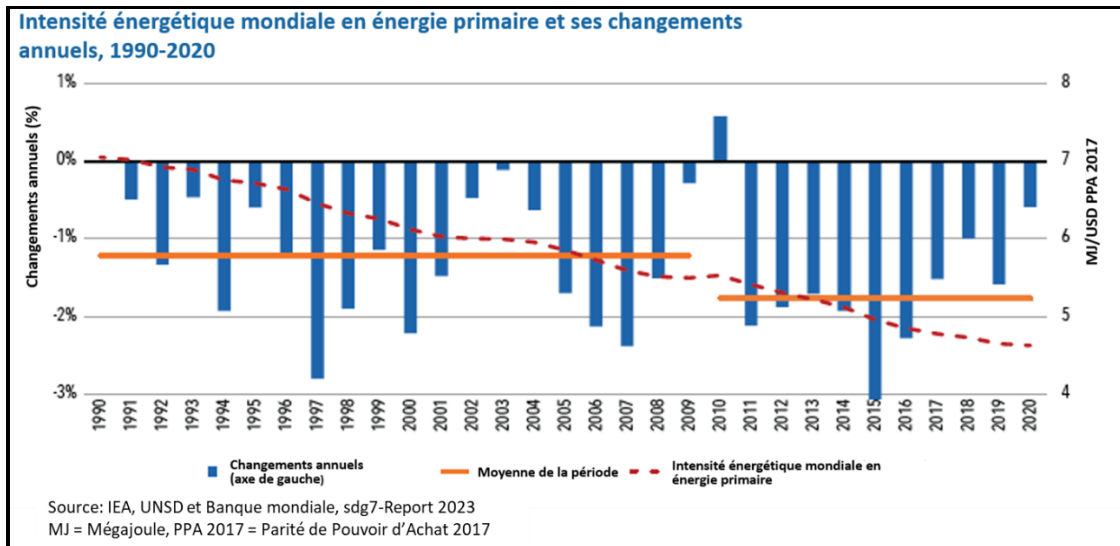


Source: IEA (2022c), UNSD (2022), sdg7-Report2023

Si le monde veut se mettre sur la bonne voie pour réaliser l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris, les Agences depositaires indiquent que « *des efforts bien plus importants sont nécessaires pour accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans les transports et le chauffage, à la fois directement (grâce à l'utilisation de la bioénergie, du solaire thermique, de la géothermie et de la chaleur ambiante) et indirectement (grâce à l'électrification), tout en progressant en matière d'économie d'énergie.* Ils précisent que « *l'amélioration de l'approvisionnement en électricité basée sur les énergies renouvelables dans les pays en développement mérite une attention particulière* ».

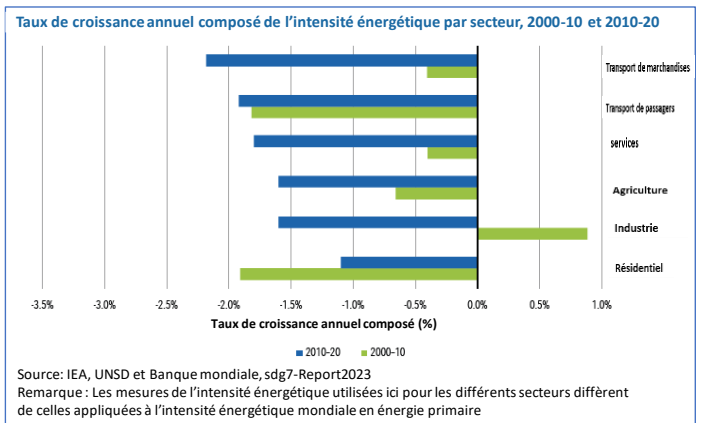
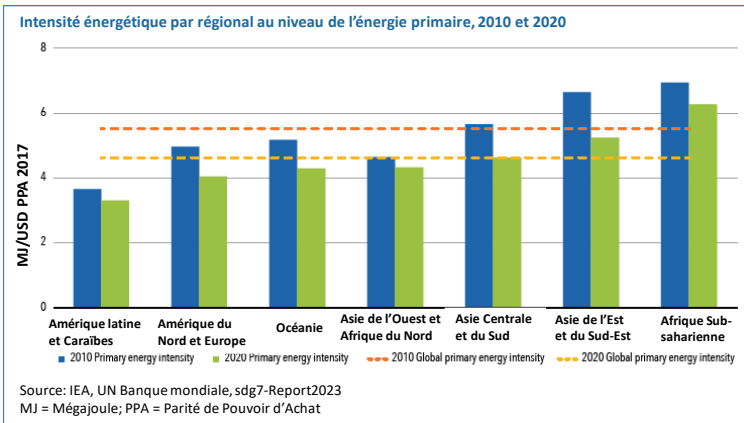
4.4 Efficacité énergétique

On utilise l'intensité énergétique –l'énergie consommée par unité de production économique – pour mesurer l'efficacité énergétique de l'économie et en suivre l'évolution. Plus elle est faible, plus l'économie est considérée efficace. A l'échelle mondiale, l'intensité énergétique a connu une amélioration (une baisse) soutenue au cours des trois dernières décennies comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous.



Source: IEA, UNSD et Banque mondiale, sdg7-Report 2023
MJ = Mégajoule, PPA 2017 = Parité de Pouvoir d'Achat 2017

- Cette baisse n'a cependant été que de 1,8% en moyenne sur la dernière décennie, bien en dessous de la moyenne de 2,6% recommandée par les Nations Unies entre 2010 et 2030 pour atteindre la cible visée. Avec les retards accumulés, la moyenne de plus de 3,4% nécessaire, selon le rapport, pour revenir sur la bonne voie paraît hors de portée. Celle de 4,2% pour réaliser l'objectif zéro émissions nettes de l'AIE encore plus.
- Les disparités régionales sont importantes au niveau des valeurs actuelles des intensités énergétiques, mais moins prononcées en ce qui concerne leur évolution, des améliorations sensibles pouvant s'observer aussi bien dans des pays développés que dans des pays en développement. Au niveau des secteurs d'activité, les bonifications différenciées restent en dessous des valeurs cibles

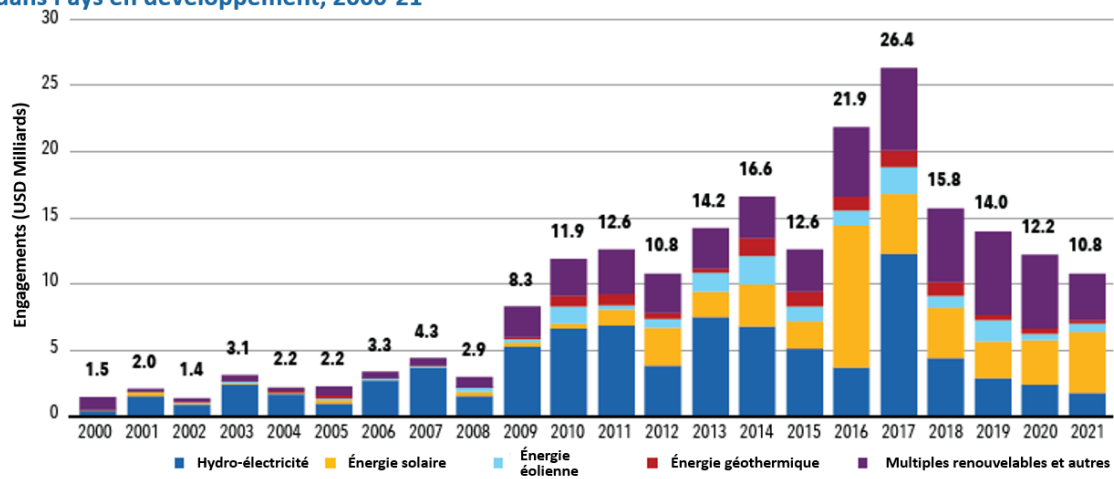


Un des messages clés des agences depositaires est que « les améliorations dont il est besoin nécessiteront i) des mandats plus agressifs en ce qui concerne l'efficacité énergétique – des interdictions de vente des équipements les plus inefficaces doivent être considérées – et ii) des codes exigeant que les nouveaux bâtiments répondent aux normes de zéro émission nette ». Elles ajoutent que « La technologie et les ressources nécessaires pour doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030 sont toutes disponibles, y compris la numérisation, qui remodèle déjà le paysage énergétique et facilite les progrès vers une meilleure efficacité énergétique ».

4.5 Flux financiers publics internationaux vers les pays en développement pour soutenir l'énergie propre

Le volume des flux financiers publics internationaux vers les pays en développement pour soutenir la recherche et le développement d'énergies propres et la production d'énergies renouvelables a commencé à diminuer avant la pandémie covid19, une diminution qui s'est poursuivie en 2021 comme le reflète la figure ci-dessous.

Flux financiers publics internationaux annuels vers les énergies renouvelables dans Pays en développement, 2000-21

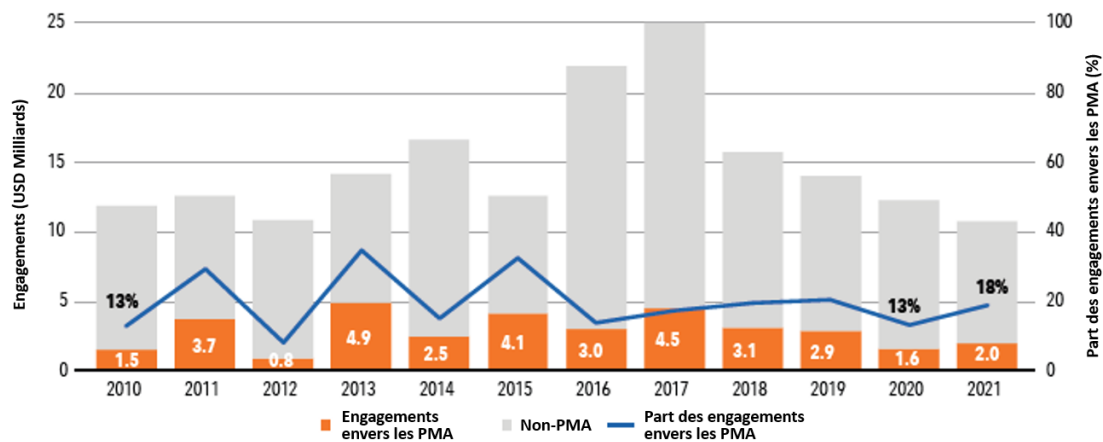


Source: IRENA et OCDE 2023, sdg7-Report2023

Remarque : Les énergies renouvelables multiples et autres incluent des engagements dont les descriptions ne sont pas claires dans les bases de données financières ; des engagements qui ciblent plus d'une technologie sans aucun détail précisant la répartition financière de chacune ; les engagements en matière de bioénergie, qui sont presque négligeables ; des instruments financiers polyvalents tels que les obligations vertes et les fonds d'investissement ; et des engagements ciblant un large éventail de technologies. Des exemples de ces derniers incluent les programmes d'énergie renouvelable et d'électrification, l'assistance technique, les programmes d'efficacité énergétique et d'autres infrastructures soutenant les énergies renouvelables.

- Cette tendance a de quoi inquiéter, même si l'on ne dispose pas de cible en ce qui concerne les flux financiers en faveur de l'énergie propre. Les scénarios de l'AIE et de l'IRENA estimant que pour rester en ligne avec les objectifs internationaux en matière de climat et d'énergie, il faudra investir chaque année dans la production d'électricité renouvelable et dans les infrastructures associées à hauteur de 1,4 à 1,7 trillions de dollars US d'ici 2030, montrent qu'on est vraiment loin du compte.
- Ce graphique montre aussi que les flux financiers vont de plus en plus vers le solaire au détriment de l'hydro-électricité. Il faut noter par ailleurs que les disparités régionales sont fortes, les pays les moins avancés (PMA) ne recevant que la portion congrue des flux financiers internationaux en faveur de l'énergie propre, comme le montre la figure ci-dessous. A contrario, 23 pays ont reçu 80% de ces flux en 2020, parmi lesquels l'Inde, le Pakistan, le Brésil et le Mexique.

Flux financiers publics internationaux vers les PMA et les non-PMA pour les énergies renouvelables, 2010-21



Source: IRENA et OCDE 2023, sdg7-Report2023

NB: PMA = Pays les Moins Avancés

Pour atteindre l'objectif de 1,5°C, les dépositaires rappellent qu'il faudra consacrer au moins 1,3 trillions de dollars par an, aux prix actuels, aux énergies renouvelables et à l'utilisation directe des énergies renouvelables entre 2021 et 2030, et au moins 2 trillions de dollars par an à des investissements plus larges dans le secteur de l'électricité, notamment pour les réseaux électriques et les dispositifs de flexibilité. Il faudra en conséquence, recommandent-ils, « réorienter les investissements consacrés aux combustibles fossiles, augmenter l'aide publique au développement, innover dans les mécanismes de financement, harmoniser la déclaration des engagements et introduire des réformes structurelles dans les finances publiques internationales ».

5. Conclusion

Ce qui ressort clairement du rapport de suivi des progrès de l'ODD7, c'est que le rythme actuel des progrès n'est pas suffisant pour atteindre en 2030 les jalons fixés, comme l'accès universel à l'électricité et à la cuisson propre.

Les éléments suivants de conclusion empruntés au chapitre *Perspectives pour l'ODD7* du rapport traduisent bien cet état des faits. « *Non seulement les politiques actuelles et prévues ne sont pas alignées sur la réalisation de l'ODD 7, mais les progrès vers certaines cibles ont également été encore plus lents qu'auparavant* ». Ainsi, « *pour la première fois depuis des décennies, le nombre de personnes sans accès à l'électricité dans le monde pourrait avoir augmenté en 2022. Dans le même temps, le risque perçu de prêter de l'argent à un certain nombre de pays en développement est considérablement plus élevé* »

Des efforts soutenus sont en conséquence requis sur tous les fronts pour se remettre sur la bonne voie en ce qui concerne l'atteinte de l'ODD7, le front de l'accès universel aux services énergétiques modernes, celui de l'intensité énergétique qu'il faut renforcer dans tous les secteurs d'activité, celui des renouvelables avec des parts plus accrues dans les mix énergétiques nationaux et celui des investissements dans la transition énergétique qui ont besoin d'être intensifiés, surtout dans les marchés émergents.

Les raisons qui militent en faveur de ces efforts tiennent entre autres de ce que, indique le rapport, « *une transition énergétique suffisamment ambitieuse pour atteindre l'ODD 7 peut également contribuer à atteindre d'autres objectifs sociaux et économiques. Grâce à des politiques holistiques idoines, cette transition peut en effet favoriser une croissance économique durable, créer des emplois et améliorer le bien-être* ».